

ACTA : LE BASH DES EURODÉPUTÉS À STRASBOURG

LE 11 MARS 2010 BLUETOUFF

De mémoire d'eurodéputé, rarement un clash aura été aussi violent dans l'enceinte du Parlement Strasbourgeois que celui de mardi dernier. ACTA, le traité international de lutte contre la contrefaçon négocié secrètement depuis 2007 a du essuyer les salves des eurodéputés ...



De mémoire d'eurodéputé, rarement un clash

aura été aussi violent dans l'enceinte du Parlement Strasbourgeois que celui de mardi dernier. ACTA (Anti-Counterfeiting Trade Agreement), le traité international de lutte contre la contrefaçon négocié secrètement depuis 2007 a du essuyer les salves des eurodéputés, particulièrement remontés contre la Commission et tout particulièrement le commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht qui s'est défendu comme il a pu : *"Nous négocions cet accord pour améliorer la protection de l'innovation, pour protéger notre économie"* .

Attaqué aussi bien sur la forme que sur le fond, des eurodéputés ont fait référence lors de leurs interventions à des mesures inscrites dans les documents qui ont fuit il y a quelques semaines et qui ont soulevé l'indignation de nombreuses associations de défense des droits de l'homme : *« L'Union européenne va-t-elle soutenir le contrôle aux frontières des baladeurs MP3 et des ordinateurs portables ? »* s'est interrogé Kamall Syed, conservateur britannique.

ACTA, de l'aveu de ses négociateurs, comporte des mesures inacceptables « qui feraient quitter la table des négociations » si elles étaient rendues publiques. La fronde des députés européens s'est finalement traduit hier par un vote à une écrasante majorité : de 633 voix contre 13 pour que le contenu du traité soit rendu public.

Des eurodéputés ont également demandé l'interruption des négociations tant que le contenu du traité n'aura pas été rendu public.

Rappelons qu' ACTA vise à instaurer une série de mesures pour lutter contre le piratage au niveau mondial en instaurant un mécanisme de riposte graduée se passant de l'accord d'un juge ou de mettre en place des dispositifs de filtrage étendus aux infrastructures des fournisseurs d'accès ou aux terminaisons des réseaux, soit dans les boîtes des abonnés comme c'est déjà le cas en Allemagne mais où ceci est très encadré par la justice et uniquement dédié à des crimes graves.

ACTA est d'autant plus anachronique qu'en France, sa petite soeur, HADOPI, est déjà le fiasco qui avait été prédit :

> **Toujours pas de décret d'application** : comment faire appliquer une loi inapplicable ?

> **Un gouffre financier** : n'en déplaise à SAWND qui annonçait récemment **sur son blog** qu'HADOPI allait contribuer à renflouer les caisses de l'Etat en annonçant des chiffres (très drôles de 1000 coupures par jour et des amendes de 1500 euros, en omettant par exemple totalement le coût des procédures judiciaires pour le contribuable sur les faux positifs que **j'évalue personnellement à plus de 50% grâce au concours des fournisseurs d'accès**).

> **Des études qui démontrent que le téléchargement de contenus copyrightés est toujours en hausse** et que les téléchargeurs migrent allègrement là où HADOPI ne pourra venir les chercher.

> Article initialement publié sur le blog de Bluetouff

SERGE ULESKI

le 12 mars 2010 - 10:24 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



nstitutions européennes : le scandale des dernières nominations

Catherine Ashton, une britannique au poste de Haut Représentant pour les Affaires étrangères de l'UE ?!

Cette nomination aux affaires étrangères d'un pays qui a tué dans l'oeuf, depuis son adhésion, tout espoir d'une Europe politique (une Europe Puissance) est une disgrâce.

Ce poste de Haut Représentant aurait dû revenir, de droit, – tout comme celui de Président -, à l'un des six pays fondateurs de l'UE, ou tout au moins, à un pays qui a couru le risque et payé le prix de la monnaie UNIQUE.

.

Décidément, jamais on ne conspuera assez cette Europe pour personne... sinon pour des ronds de cuir de la politique, qui, bientôt, ne représenteront plus qu'eux-mêmes : pour preuve, l'absence totale de démocratie dans ces deux dernières nominations.

Et le soutien des partis dits de "gauche" à cette Europe,

les écologistes, entre autres – écolos qui, sans cette Europe, n'existeraient pas : pas de postes de députés, pas de carrière et pas de salaires -, ne change rien à l'affaire.

Aussi... à quand une campagne en faveur du boycott des élections européennes ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE